

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

Lille, le *Voir date d'approbation*

**21 OCT. 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**POLYNT COMPOSITES FRANCE**

BP 19  
DROCOURT  
62320 DROCOURT

Références : 82-159-2022  
Code AIOT : 0007000789

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté Route d'ARRAS B.P 19 62320 DROCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- Route d'ARRAS B.P 19 62320 DROCOURT
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Installation IED (rubrique principale : 3410-h)

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200 personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur la commune de Rouvroy.

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de



Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec l'américain Reichhold.

Le site de DROCOURT est spécialisé dans la conception :

- de résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) ;
- de gelcoat (peintures réactives) ;
- de colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) ;
- d'un nettoyeur industriel COV-free ;
- d'additifs dans un atelier depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA.

Le site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

L'établissement est autorisé par différents arrêtés préfectoraux pris entre 1970 et 2018. Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour ce site.

Cet arrêté a été modifié le 10 octobre 2018, pour acter le classement Seveso Seuil Haut du site par cumul de différentes substances éco-toxiques, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement.

Le site est également classé « IED » pour la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées : « fabrication de produits chimiques organiques tels que h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) » pour laquelle les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées sont celles du BREF POL (fabrication de polymères).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion et suivi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1) Généralités – Organisation pour le suivi des MMR	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	1 observation formulée.
2	2) Généralités – Liste MMR	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	Sans objet
3	3) Généralités – Dossiers MMR	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	1 observation formulée.
4	4) Généralités - Contrôles / maintenance des MMR	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	1 observation formulée.
5	5) Généralités – Registre anomalies défaillances MMR	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.7	/	Sans objet
6	6) MMR n°1 – Description de la MMR(fonction)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	Sans objet
7	7) MMR n°1 – Description de la MMR (composants techniques)	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	Sans objet
8	8) MMR n°1 – Indépendance de la MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III (§1.6)	/	Sans objet
9	9) MMR1 – Conception et efficacité	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	10) MMR1 – Conception et cinétique	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	1 observation formulée (en partie confidentielle)
11	11) MMR1 – Conception et tolérance aux anomalies matérielles	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet
12	12) MMR1 – Tolérance aux pertes d'utilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5	/	Sans objet
13	13) MMR1 – Indisponibilité de la MMR	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6	/	Sans objet
14	14) MMR1 – Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	1 observation formulée (en partie confidentielle)
15	15) MMR1 – Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	2 observations formulées (en partie confidentielle)

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 20 septembre 2022 a porté sur le suivi et la gestion des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) sur l'établissement POLYNT Composites France à Drocourt.

L'inspection a consisté à vérifier par sondage les prescriptions applicables aux MMR :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2018 (articles 3.6 et 3.7) ;
- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 (article 7 et annexes I et III) ;
- l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (articles 2 à 7).

Elle a comporté 3 parties :

- 1) Les modalités générales de l'exploitant pour la gestion et le suivi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : identification, liste, fiches MMR, définition et organisation des contrôles périodiques et de la maintenance ;
- 2) L'examen approfondi d'une MMR pour s'assurer du respect des critères de l'arrêté ministériel du 29/09/2005, et de la cohérence avec les informations associées dans l'étude de dangers ;
- 3) Une visite de terrain pour visualiser les équipements et organisations associés à la MMR examinée en salle auparavant.

Il ressort des points contrôlés par sondage qu'aucun écart n'a été relevé sur le respect des critères de l'arrêté ministériel du 29/05/2005 et de la cohérence avec les données de l'étude de dangers. L'exploitant dispose d'une liste de ses MMR à jour, et une fiche a été établie pour chaque MMR, conformément à l'art. 3.6 de l'APC du 10/10/2018. L'organisation générale pour le suivi des MMR est formalisée dans une procédure et couvre l'identification, la documentation et l'organisation des contrôles périodiques et de la maintenance pour les MMR.

La MMR examinée de façon approfondie (en salle et sur le terrain) a des caractéristiques cohérentes avec les informations de l'étude de dangers et dispose d'une documentation adaptée, répondant au référentiel national.

En conclusion, l'Inspection n'a pas relevé de non-conformité sur les points contrôlés par sondage.



Elle formule 7 observations, qui ne constituent pas des non-conformités. Ces observations portent principalement sur des améliorations de forme dans les documents associés au suivi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : note de gestion des MMR, fiches de vie des MMR, formulaires de contrôles périodiques ainsi qu'à la formalisation du test de la cinétique de la MMR examinée de façon approfondie afin de démontrer qu'elle est adaptée aux exigences de l'étude de dangers.

En l'absence de non-conformité, aucune suite (administrative ou pénale) n'est envisagée. Par le bordereau de transmission du présent rapport, l'exploitant est invité à répondre aux observations formulées par l'Inspection dans un délai de 2 mois (à compter de la réception du présent rapport).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1) Généralités – Organisation pour le suivi des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels; Orga suivi des MMR + identification MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant définit les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) qui participent à la décote des phénomènes dangereux, en particulier celles dont les effets, seuls ou engendrés par effet domino :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) sortent des limites du site ;</li> <li>2) auraient pu sortir des limites du site sans l'existence desdites mesures de maîtrise des risques ;</li> <li>3) pourraient concourir par effet domino à générer des phénomènes dangereux ayant des effets tels que définis aux points 1 et 2 décrits ci-dessus.</li> </ol> <p>L'exploitant garantit ainsi le niveau de probabilité des phénomènes dangereux associés, tels que listés dans son étude de dangers complétée. (...)</p> <p>Les procédures de vérification de l'efficacité, de vérification de la cinétique de mise en œuvre, les tests et la maintenance de ces barrières ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par écrit, intégrées au Système de Gestion de la Sécurité et respectées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le suivi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) fait intervenir principalement 2 services :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Le service Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la réalisation des études de dangers associées aux installations (neuves ou modifiées) ou leur mise à jour ;</li> <li>• la définition des dispositifs constituant des MMR et les exigences associées, éventuellement en lien avec les bureaux d'études rédacteurs ;</li> <li>• la rédaction et la mise à jour des documents généraux de gestion des MMR : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ la liste des MMR réf. DRT-05-P012-L01 (version du 30/08/2022) ;</li> <li>◦ la procédure de gestion des MMR réf. DRT-05-P012 (version du 09/08/2022) ;</li> <li>◦ la procédure de conduite à tenir en cas d'anomalie ou perte de MMR réf. DRT-05-P012-F01 (version 10/08/2022) et ;</li> <li>◦ les fiches de vie des MMR (« dossiers MMR »).</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>2) Le service Inspection du Pôle Technique pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la définition des programmes de contrôles et de maintenance des MMR ;</li> <li>• le suivi des échéances et la planification des contrôles périodiques de MMR, avec notamment la diffusion mensuelle du calendrier de contrôle aux services concernés ;</li> <li>• la prise en compte et l'archivage des rapports de contrôle.</li> </ul> </li> </ol> <p>Le § 3 de la procédure DRT-05-P012 « Gestion des MMR » du 09/08/2022 encadre les critères en vigueur pour retenir un dispositif de sécurité en tant que MMR lors des analyses de risques. Cette</p>

procédure précise que « Ces analyses de risques sont menées lors de l'implantation de nouvelles installations, lors de la modification des installations. (...) Le choix des MMR résulte en particulier de l'identification des dangers et des événements indésirables. ».

La dernière version du Manuel SGS (présentée en séance) cite en page 22 les procédures de gestion des MMR et des indisponibilités MMR, faisant ainsi le lien entre le SGS et les procédures de gestion des MMR.

**Observations :** A l'oral, les représentants de l'exploitant ont ajouté que des modifications des MMR pouvaient également intervenir lors des mises à jour d'études de dangers / d'analyses des risques, en cas de nouvelles modélisations, de nouvelles classifications de substances, ou par prise en compte du retour d'expérience.

La formulation fermée de la procédure DRT-05-P012 n'apparaît pas cohérente avec la multiplicité des occasions d'identification de MMR ou de modification de la liste des MMR.

**Observation n°1 :** Dans la procédure de gestion des MMR (réf. DRT-05-P012 version du 09/08/2022), les occasions d'identification de MMR ou de mise à jour de la liste des MMR sont à reformuler pour mieux correspondre aux différents cas possibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : 2) Généralités – Liste MMR

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour la liste des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR). Cette liste ainsi que les procédures susvisées sont révisées régulièrement au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (études de comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...) et à chaque incident ou événement les mettant en cause..

**Constats :** L'exploitant tient à jour le document « Liste des MMR associées aux phénomènes dangereux pouvant donner lieu à un accident majeur » réf. DRT-05-P012-L01 du 30/08/2022. Le document rappelle la notion de MMR et comporte un tableau listant les MMR et détaillant le n° et le libellé de la MMR l'installation concernée et le phénomène dangereux (PhD) redouté. Le document renvoie vers le service Inspection pour avoir une description détaillée des MMR.

**Observations :** Pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 3 : 3) Généralités – Dossiers MMR

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dossiers MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Pour chaque MMR, l'exploitant dispose d'un dossier :

- décrivant succinctement la barrière, sa fonction, les éléments la composant, les actions et performances attendues ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• permettant de déterminer qu'elle satisfait aux critères d'efficacité, de cinétique, de testabilité et de maintenance définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;</li> <li>• précisant son niveau de confiance et le niveau de probabilité résiduel du ou des phénomènes dangereux avec la prise en compte de ces barrières ;</li> <li>• comprenant l'enregistrement et l'archivage des opérations de maintenance, préventives ou correctives, et de contrôles ;</li> <li>• comprenant le programme de tests périodiques ainsi que les résultats de ces tests.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Une fiche est associée à chaque MMR du site. Ces fiches ont été rédigées lors des études de dangers des installations correspondantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- étude associée aux installations pour lequel l'arrêté préfectoral du 09/03/2022 a donné acte ;</li> <li>- étude de dangers de 2014 et ses compléments, pour les autres installations.</li> </ul> <p>Ces fiches comportent bien une description de la fonction de la MMR, de ses composants en distinguant les parties détection / traitement et actionneurs, le(s) temps de réponse attendu(s), le niveau de confiance et les modalités de tests et de maintenance.</p> <p><b>Observations :</b> Par rapport à la liste de l'art. 3.6 de l'Arrêté préfectoral du 10/10/2018, l'équipe d'inspection a remarqué que les fiches MMR ne précisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le phénomène dangereux redouté correspondant,</li> <li>• le niveau de probabilité résiduel de ce phénomène dangereux (cas où la MMR fonctionne) ;</li> <li>• l'enregistrement des résultats des tests et de la maintenance.</li> </ul> <p>Pour les exemples observés lors jour de la visite, ces renseignements étaient accessibles en consultant d'autres documents ou bases de données.</p> <p><b>Observation n°2 :</b> Afin de répondre formellement à tous les éléments demandés par l'art. 3.6 de l'arrêté préfectoral du 10/10/2018, l'Inspection demande à l'exploitant de compléter ses fiches MMR pour faire apparaître également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le phénomène dangereux redouté,</li> <li>• le niveau de probabilité résiduel de ce phénomène dangereux (cas où la MMR fonctionne) ;</li> <li>• l'enregistrement des résultats des tests et de la maintenance.</li> </ul> <p>Pour des raisons d'ergonomie, ces mentions pourront se faire par des liens vers d'autres documents ou bases de données du site.</p> <p>L'exploitant tiendra l'Inspection informée des modifications apportées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : 4) Généralités - Contrôles / maintenance des MMR

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles et maintenance des MMR</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures de vérification de l'efficacité, de vérification de la cinétique de mise en œuvre, les tests et la maintenance de ces mesures de maîtrise des risques ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par écrit et sont respectées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le § 4 de la procédure de Gestion des MMR (réf. DRT-05-P012 version du 09/08/2022) évoque les modalités de définition des programmes de contrôle des MMR, ainsi que les modalités de suivi du planning de contrôle des MMR.</p>



Ensuite, les fiches de vie des MMR détaillent les contrôles périodiques à réaliser pour les MMR, éventuellement en indiquant les contrôles pour chaque composant de la MMR.

Pour réaliser les contrôles périodiques de ses MMR, l'exploitant a établi pour chaque MMR un ou plusieurs formulaire(s) précisant les conditions d'essais, les critères d'acceptation et qui sont à compléter par les agents en charge des contrôles. Ces formulaires peuvent porter sur la globalité ou sur une partie de la MMR à tester. A titre d'exemple, l'exploitant a transmis aux Inspecteurs en amont de la présente visite les formulaires de tests MMR6-03 et MMR16-01 à -06.

Les formulaires complétés sont pris en compte et archivés dans des bases de données par le Pôle Technique.

En cas d'indisponibilité constatée sur une MMR lors des contrôles, le § 4.5 de la procédure de gestion des MMR décrit les différentes étapes à suivre. Cette procédure renvoie vers le document « Conduite à tenir en cas d'anomalie ou de perte d'une MMR » réf. DRT-05-P012-F01 version du 10/08/2022, qui pourrait utilement être rappelé au § 4.5 sur l'indisponibilité d'une MMR avec la précision du responsable de l'application des consignes et du caractère d'urgence associé.

#### **Observations :**

**Observation n°3 :** Au § 4.5 de la procédure de gestion des MMR, l'Inspection demande à l'exploitant d'ajouter les modalités :

- d'information du Directeur du site ;
- d'application des conduites à tenir en cas d'indisponibilité d'une MMR.

L'exploitant précisera le responsable de la mise en oeuvre de ces actions et mentionnera le caractère d'urgence associé.

Pour l'application des conduites à tenir, la procédure de gestion des MMR fera le lien avec le document DRT-05-P012-F01 définissant les conduites à tenir pour chaque MMR.

L'exploitant tiendra l'Inspection informée des modifications apportées à sa procédure de gestion des MMR.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 5 : 5) Généralités – Registre anomalies défaillances MMR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Registres de défaillances et d'anomalies de MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant, en lien avec le processus « SURVEILLANCE DES PERFORMANCES » du système de gestion de la sécurité.

Ces anomalies et défaillances doivent notamment :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées,
- donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale des anomalies et défaillances des mesures de maîtrise des risques.

L'analyse documentée réalisée dans le cadre du processus « AUDITS ET REVUE DE DIRECTION » du système de gestion de la sécurité comprendra :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

**Constats :** En cas d'anomalie sur une MMR, le § 4.2 de la procédure de gestion des MMR prévoit :

- 1) d'enregistrer une non-conformité dans le plan d'actions du service inspection : un 2<sup>ème</sup> onglet est prévu dans le fichier des contrôles périodiques pour lister ces anomalies (onglet présenté en séance / 3 anomalies listées depuis 2019) ;
- 2) d'informer le service Maintenance d'une réparation prioritaire (la réparation de la MMR conditionne la remise en service des installations de production) ;
- 3) d'informer le Directeur de site ;
- 4) d'émettre une fiche d'amélioration dans le logiciel Frontline.

Pour ce dernier point, l'exploitant a présenté la fiche d'amélioration n°NS 2390. Par ailleurs, en séance, les représentants de l'exploitant ont créé une fiche d'amélioration fictive pour montrer qu'un rappel de vérification de l'efficacité des actions correctives était automatiquement créé dans la base de données informatique *ad hoc*.

Ces fiches d'amélioration comportent une rubrique « analyse de l'anomalie », qui est à renseigner obligatoirement depuis la dématérialisation de ces fiches. Le Team leader désigne alors la personne la plus à même de réaliser cette analyse et de proposer d'éventuelles actions correctives (personne qui peut être différente du rédacteur initial de la fiche).

Enfin, l'analyse globale des défaillances des MMR fait partie des points examinés obligatoirement lors de la revue de Direction annuelle. La conclusion du processus Maintenance formulerait alors toute observation ou action particulière sur le sujet le cas échéant (avec reprise des éléments dans les conclusions du processus P1). L'exploitant a présenté en séance le fichier correspondant au compte-rendu de la revue de processus portant sur l'année 2021.

**Observations :** Pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : 6) MMR n°1 – Description de la MMR (fonction)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Description MMR1 (fonction)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque MMR, l'exploitant dispose d'un dossier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• décrivant succinctement la mesure, sa fonction, les actions attendues ;</li> <li>• permettant de déterminer qu'elle satisfait aux critères d'efficacité, de cinétique, de testabilité et de maintenance définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;</li> <li>• précisant son niveau de confiance et le niveau de probabilité résiduel du ou des phénomènes dangereux avec le prise en compte de ces barrières.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : 7) MMR n°1 – Description de la MMR (composants techniques)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Description MMR1 (composants)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque MMR, l'exploitant dispose d'un dossier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• décrivant succinctement la mesure, sa fonction, les actions attendues ;</li> <li>• permettant de déterminer qu'elle satisfait aux critères d'efficacité, de cinétique, de testabilité et de maintenance définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;</li> <li>• précisant son niveau de confiance et le niveau de probabilité résiduel du ou des phénomènes dangereux avec le prise en compte de ces barrières.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : 8) MMR n°1 – Indépendance de la MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III (§ I.6)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Indépendance MMR1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) L'exploitant doit pouvoir également justifier de l'indépendance de chaque MMR vis-à-vis des événements initiateurs considérés.  Pour un même scénario, l'exploitant justifie que les différentes MMR sont indépendantes entre elles et ne possèdent pas de mode commun de défaillance. (...)
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : 9) MMR1 – Conception et efficacité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Efficacité MMR n°1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques <u>doivent être efficaces</u> , avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : 10) MMR1 – Conception et cinétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cinétique MMR n°1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, <u>avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser</u> , être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Sur ce point de contrôle, l'Inspection formule une observation (également en partie

confidentielle).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**N° 11 : 11) MMR1 – Conception et tolérance aux anomalies matérielles**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Tolérance aux anomalies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**N° 12 : 12) MMR1 – Tolérance aux pertes d'utilités**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5
Thème(s) : Risques accidentels, Pertes utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors que les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
Constats : Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
Observations : Pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

**N° 13 : 13) MMR1 – Indisponibilité de la MMR**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité et conduite à tenir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit intervenir dans les meilleurs délais afin que l'indisponibilité d'une mesure de



maîtrise des risques soit la plus réduite possible.
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : 14) MMR1 – Contrôles périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test de la MMR – <u>Partie matérielle</u>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, <u>être testées et maintenues</u> de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Sur ce point de contrôle, l'Inspection formule une observation (également en partie confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : 15) MMR1 – Contrôles périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test de la MMR – <u>Partie humaine</u>
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, <u>être testées</u> et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b> Les données relatives à ce point de contrôle sont considérées comme sensibles au sens de l'Instruction Gouvernementale du 6 novembre 2017. Elles figurent en annexe confidentielle au présent rapport.
<b>Observations :</b> Sur ce point de contrôle, l'Inspection formule 2 observations (également en partie confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet